Nikos Smyrnaios
Maitre de conferences, LERASS,
Université Toulouse 3

Référence à citer : SMYRNAIOS Nikos, 2009, «#fac09: le mouvement des enseignants et des chercheurs sur l'internet participatif », communication au colloque EUTIC 2009, Enjeux et usages des TIC, Bordeaux 18-20 novembre.

# #fac09 : le mouvement des universitaires et des chercheurs sur l'internet participatif

L'émergence d'une information alternative et militante sur l'internet et son utilisation par les mouvements sociaux a déjà une histoire relativement longue, que Fabien Granjon a retracée pour le cas français (Granjon, 2001). À la suite des pionniers très politisés comme le réseau altermondialiste Indymedia ou ATTAC, étudiés notamment par Sara Platon, Mark Deuze et Éric George (Platon, Deuze, 2003 et George, 2000), les pratiques participatives adoptées par les acteurs des mouvements sociaux se sont étendues et complexifiées. La campagne du Referendum sur le Traité constitutionnel européen en France a constitué de ce point de vue un cas exemplaire : elle a donné lieu à un usage intensif du réseau de la part des militants du Non, comme l'a montré l'étude de Franck Ghitalla et Guilhem Fouetillou (Ghitalla, Fouetillou, 2005), ce qui a constitué pour beaucoup d'observateurs l'une des raisons expliquant leur succès lors du vote.

En effet, malgré ses potentialités contradictoires l'internet, dorénavant, constitue indiscutablement un terrain privilégié du débat démocratique (Flichy, 2008), y compris en ce qui concerne ses usages partisans et militants[1]. Comme l'écrivent Dominique Cardon et Fabien Granjon, « sans prêter au réseau des réseaux, en tant que tel, un effet organisateur ou moral sur ceux qui l'utilisent, l'histoire de sa conception, la forme de son architecture, les modalités d'engagement qu'il rend possibles etc., ont contribué à lier l'internet à diverses formes d'expression « coopérative», « citoyenne » ou « libertaire » (Cardon, Granjon 2007, p.94). Cependant, loin d'incarner une sphère publique idéale, comme l'ont soutenu les penseurs technophiles, l'internet en tant qu'espace de discussion et de confrontation politique est tributaire d'un certain nombre des tendances de fond qui traversent le système médiatique et le monde social dans son ensemble (Miège, 2007). Les usages qui s'y développent sont conditionnés simultanément par des déterminants sociaux et techniques multiples, qui s'entrelacent et s'influencent mutuellement.

[1] Voire les contributions au colloque « Les usages partisans de l'internet », Université Nancy 2, 21 et 22 juin 2007.

Le mouvement des universitaires et des chercheurs français contre les réformes liées à l'application, début 2009, de la loi relative aux libertés et responsabilités des universités (LRU) est à ce titre doublement intéressant. D'une part, il a eu lieu à un moment où l'usage des dispositifs innovants de l'internet est devenu relativement courant. C'est ainsi que, depuis 2004, émerge et s'affirme progressivement ce que les *digerati* – les professionnels du discours technocentré – appellent web 2.0[2]. Il s'agit de désigner une myriade d'outils et de services nouveaux qui s'épanouissent dans le contexte fluctuant qu'est celui de l'internet parce qu'ils ont été développés en intégrant dès le départ les principes d'interactivité et de plasticité permettant leur adaptation à des usages variés. Cet internet « nouveau », impulsé en grande partie par les pratiques participatives des internautes eux-mêmes, prend une place considérable à coté d'une offre industrielle classique sur le web et dans les médias traditionnels.

D'autre part, l'expression du mouvement de l'université et de la recherche sur l'internet est aussi particulièrement intéressante parce qu'elle est le fait d'agents sociaux qui se rapprochent beaucoup de cet « internaute idéal » auquel se réfèrent nombre d'analyses déterministes et dont nous avons tenté d'esquisser les contours : rationnel, actif, producteur d'information, maîtrisant les codes de l'expression publique et utilisateur avisé du réseau (Smyrnaios, 2006). Autrement dit, nous pouvons émettre l'hypothèse que les universitaires et les chercheurs, sans constituer un groupe social totalement homogène, présentent pour une grande partie d'entre eux les caractéristiques qui, en théorie, leur permettent un usage efficace de l'internet comme outil d'expression publique et d'organisation d'un mouvement social.

Dans le présent article nous proposons de revenir sur une période de deux semaines, entre le 2 février 2009 – date à laquelle la Coordination nationale des universités a appelé à la grève – et le 15 du même mois, et d'examiner l'utilisation qui a été faite par les universitaires et les chercheurs des dispositifs innovants et participatifs de l'internet pour coordonner leurs actions et faire connaître leurs revendications. Notre interrogation centrale consiste à savoir comment et dans quelle mesure les participants au mouvement se sont saisis de ces outils.

Pendant la période étudiée, nous avons procédé à l'observation d'un éventail assez large de dispositifs participatifs. Nous nous sommes efforcés, dans la mesure du possible, de prendre en compte la double dimension de l'internet participatif, à savoir les modes de production et de diffusion des contenus informationnels mais également les dispositifs de sociabilité

---

[2] Voir à ce sujet : Tim O'Reilly, « What Is Web 2.0. Design Patterns and Business Models for the Next Generation of Software », *O' Reilly Network*, 30/09/05, <http://www.oreillynet.com/pub/a/oreilly/tim/news/2005/09/30/what-is-web-20.html>.

interpersonnelle. Les dispositifs que nous avons examinés sont les listes de diffusion, les réseaux sociaux, les plateformes de diffusion de vidéos, les commentaires sur les sites d'information et les blogs créés ou utilisés expressément dans le cadre de ce mouvement. D'un point de vue méthodologique, nous nous sommes appuyés sur les traces laissées par ces dispositifs sur le web qui permettent d'avoir une vision assez exhaustive de leur utilisation. Nous nous plaçons ainsi davantage du côté de l'offre d'information notamment amateur, ou de ce qui est « visible » sur l'internet, et non pas du coté de l'usage à proprement parler dans le sens que lui donne la sociologie des usages. Ce positionnement, ainsi que le fait que nous ne disposions pas du recul nécessaire pour évaluer le phénomène dans le temps long, constituent des limites inhérentes à notre démarche. En effet, notre observation couvre uniquement le début du mouvement qui a évolué au fur et à mesure des semaines, notamment grâce à l'implication des étudiants. Cependant, nous pensons que cette analyse quasi-synchronique d'un objet mouvant peut apporter des éléments de compréhension intéressants. Enfin, un dernier biais important est le fait que nous avons été nous-mêmes impliqués dans ce mouvement. Il en découle une difficulté évidente d'objectiver notre observation à laquelle nous nous sommes efforcés de palier par l'utilisation des données chiffrées et d'une méthodologie que nous avons voulue la plus rigoureuse possible étant donné les contraintes particulières de l'enquête. Malgré toutes ces précautions, nos conclusions nécessiteraient une vérification par une enquête plus approfondie.

**Les déterminants sociaux de la participation**

Le concept de web 2.0 a fait l'objet, à juste titre, des multiples critiques qui ont mis en cause sa supposée nouveauté (Silver, 2008), son caractère techno-déterministe ainsi que ses composantes idéologiques (Rebillard, 2007 et Scholz, 2008). Selon les discours déterministes et managériaux, le web 2.0 permettrait aux consommateurs passifs des médias traditionnels de devenir facilement des auteurs. Or, toute activité de mise en relation, d'échange ou de circulation de contenus par un internaute ne peut être assimilée à de la création. Comme le note Franck Rebillard, si l'examen se cantonne à la production de contenus originaux, un constat s'impose : loin d'être une tendance naturelle induite par les potentialités techniques du réseau, l'activité d'auteur y est minoritaire et reste fortement dépendante des déterminants socioculturels (Rebillard, op.cit.). La création de contenus de la part des internautes est ainsi conditionnée par le capital intellectuel dont ils disposent ainsi que par l'environnement macro-social dans lequel ils évoluent et leur aptitude à l'expression publique.

En effet, un nombre croissant d'études concernant la production de contenu original de la part des internautes tend à démontrer que cette activité est particulièrement discriminante. Un travail effectué par des chercheurs américains montre ainsi que dans un dispositif participatif par excellence, comme l'encyclopédie en ligne Wikipédia, une part significative des contributions est le fait d'une petite minorité d'utilisateurs (Kittur et *al.*, 2007). Ce groupe est composé des personnes qui ont chacune effectué plusieurs milliers de modifications dans l'encyclopédie. Inversement, l'écrasante majorité des visiteurs ne fait que consulter sans intervenir sur le contenu. Une étude similaire concernant la version française de Wikipédia indique que, pendant la période de l'observation, 5% des utilisateurs les plus actifs ont effectué 90% des modifications du contenu (Barbe, 2006). Le même phénomène de concentration de l'activité de production, mais également de la participation, est observable dans le cas des réseaux de *folksonomie* comme *Delicious* (Kittur et *al.*, op.cité), des plateformes d'agrégation participative comme *Digg*[3] ou des sites de journalisme citoyen comme *Ohmynews* et *Agoravox* (Kim, Hamilton, 2006 et Barbe, op.cit.). De nombreuses études auprès d'échantillons significatifs d'internautes confirment également cette tendance, puisqu'elles indiquent que le pourcentage de personnes interrogées qui déclarent produire et publier du contenu original en ligne se situe entre 5% et 13% de la population dans son ensemble, aux Etats-Unis comme en Europe[4]. Certes, on ne peut pas réduire les pratiques participatives à l'activité d'auteur ; cependant il s'agit là d'un indicateur significatif de leur distribution inégale.

Ce déséquilibre s'explique largement par les différences socioprofessionnelles des internautes. En effet, les chances pour qu'un internaute soit auteur des contenus originaux diffusés sur l'internet sont d'autant plus élevées que celui-ci est fortement diplômé, habitant des centres urbains, exerçant un métier intellectuel, et engagé dans une activité politique ou associative. Autrement dit, les caractéristiques sociologiques de la minorité active des internautes coïncident, en grande partie, avec celles des universitaires et des chercheurs. Par ailleurs, plus de dix après son apparition grand public, l'usage de l'internet est fortement ancré dans la communauté académique que ce soit dans le domaine de la communication (Millerand, 2007), de la publication scientifique (Pignard, 2005) ou des tâches pédagogiques.

---

[3] Rand Fishkin, « Top 100 Digg Users Control 56% of Digg's HomePage Content », Seomoz.org, 20/07/06, <http://www.seomoz.org/blog/top-100-digg-users-control-56-of-diggs-homepage-content>.

[4] Voir à ce sujet : John B. Horrigan, « A Typology of Information and Communication Technology Users », Pew Internet, 2007, <http://www.pewinternet.org/pdfs/PIP_ICT_Typology.pdf> et Charlene Li, « Social Technographics. Mapping Participation In Activities Forms The Foundation Of A Social Strategy », Forrester Research, 2007, <http://www.marketingcharts.com/interactive/forrester-social-technographics-a-prerequisite-to-social-strategy-283/>.

Ces éléments expliquent pourquoi le mouvement de protestation des universitaires et chercheurs a rapidement investi l'internet. Cependant, cet investissement a pris des formes particulières et inégales en fonction des différentes catégories de dispositifs participatifs.

**L'utilisation des listes de diffusion**

Les principaux outils de communication qui ont été mis à contribution par les enseignants-chercheurs dans le mouvement de février 2009 sont sans doute le courrier électronique et les listes de diffusion. Au regard des outils participatifs les plus récents, le courrier électronique peut apparaître comme « archaïque » et relativement inefficace. Cependant, dans certains cas (une vingtaine en février 2009) l'adoption des plateformes spécifiques comme *Google Groupes* ou *Yahoo ! Groupes* a permis d'étendre l'utilisation des listes de diffusion du simple envoi massif des messages à une collaboration plus sophistiquée. En effet, ces outils permettent l'archivage et le stockage plus efficace de documents, donnent accès à des pages personnalisables et à des options de gestion avancées. Si dans certains cas ces possibilités techniques ont étés effectivement mises en oeuvre, le simple envoi des messages électroniques a constitué malgré tout l'essentiel de l'utilisation des listes de diffusion.

Pendant la mobilisation, une multitude de messages, souvent redondants, sont arrivés dans les boîtes électroniques des enseignants-chercheurs[5]. Malgré la grande diversité des émetteurs (syndicats, individus, organisations nationales et locales, groupements informels, listes de diffusion *ad hoc*), on peut grossièrement classer les messages en trois catégories : premièrement, des messages d'information concernant les actions entreprises dans le cadre du mouvement au niveau local (manifestations, assemblées générales, actions diverses). Dans ce cas, l'objectif principal est la coordination de l'implication directe des personnels de l'enseignement supérieur et de la recherche dans le mouvement de protestation. Le deuxième type de messages consiste à des informations de type documentaire (analyses, textes réglementaires) qui visent à permettre aux personnels de comprendre la réforme en cours et de constituer un contre-discours critique face à celui du gouvernement. Ces deux catégories de messages électroniques, somme toute assez classiques, se situent dans un cadre d'une action téléologique, c'est-à-dire dirigée vers un but qui est le succès de la mobilisation. En effet, le mal fondé de la réforme semble entendu et les débats polémiques sont peu présents dans les échanges de messages. Il s'agit d'une caractéristique relativement connue des listes de

[5]Par exemple la liste de discussion *Prepa.coordination.nationale* <http://listes.lautre.net/cgi-bin/mailman/listinfo/Prepa.coordination.nationale>, l'une des plus importantes du mouvement, recevait au mois de février 2009 environ trois cent messages par jour. D'autres listes locales avec des centaines de membres en recevaient plusieurs dizaines quotidiennement.

diffusion militantes, mise en avant notamment par Fabien Granjon dans son étude de l'internet militant en France (Granjon, op.cit., 138-144).

La troisième catégorie des messages électroniques présente un intérêt particulier. Il s'agit des messages qui proposent des liens vers des contenus d'information concernant le mouvement et disponibles en ligne. En effet, de nombreux universitaires et chercheurs ont exercé pendant la période étudiée une veille sur le web qu'on peut qualifier de collective, quoi que bien souvent non concertée, recherchant toutes les informations relatives à l'actualité du mouvement et de la réforme sous quelque forme que ce soit (texte, photo, vidéo, son). Une fois qu'un tel contenu est repéré, le « découvreur » se précipite souvent à son courrier électronique pour partager l'information avec ses collègues, soit en utilisant des listes de diffusion à sa disposition soit en établissant des listes de destinataires *ad hoc* parmi ses contacts. Cette pratique de veille a été particulièrement intense pendant le mois de février 2009. Le phénomène a conduit à une diffusion « virale » des contenus d'information en lien avec le sujet et a pesé directement sur l'audience des sites d'information et des plateformes de distribution de contenus audiovisuels. En fait, il s'agit du principe de bouche-à-oreille qui a pris corps dans un cadre médiatisé, avec une forte composante de ce qu'on pourrait appeler un « indice de satisfaction » ou un jugement qualitatif de la part des émetteurs des messages.

D'une certaine façon, la veille collective et l'envoi de liens par courrier électronique à une échelle massive peut être assimilée à une fonction d'infomédiation, autrement dit de repérage et de mise à disposition de documents numériques relatifs à un sujet d'actualité à un large public. En effet, l'infomédiation n'est pas uniquement institutionnalisée et à but strictement lucratif, comme dans le cas des moteurs de recherche et des agrégateurs (Boure, Smyrnaios, 2006). Il existe des espaces plus ou moins formels sur l'internet, constitués de communautés particulières, qui procèdent de la même fonction d'intermédiation entre l'offre d'information et l'usager final (Gensollen, 2004). Au moment du mouvement de protestation des universitaires et des chercheurs, les listes de diffusion ont constitué de tels espaces d'infomédiation. Ce qui a permis aux intéressés de pouvoir intervenir rapidement, notamment par le biais des commentaires.

**Les commentaires sur les sites d'information**

Une tendance relativement nouvelle des sites d'information grand public est la possibilité offerte aux visiteurs de commenter les articles disponibles en ligne. Cette pratique, directement dérivée des blogs, fait partie de ce qui est communément appelé *user generated content*, autrement dit de la possibilité dont disposent désormais les utilisateurs de l'internet

d'intégrer leur propre apport informationnel aux sites qu'ils consultent. Si cette tendance est concomitante au développement de l'internet depuis ses origines, depuis quelques années et grâce au perfectionnement des outils en question et l'élargissement des publics concernés, ces pratiques participatives deviennent progressivement massives.

Cependant, loin de constituer une volonté de démocratiser l'expression publique de la part des acteurs professionnels de l'internet, la possibilité laissée aux internautes de commenter les contenus publiés est bien souvent envisagée essentiellement d'un point de vue économique. Dans bien de cas, le contenu produit par les utilisateurs est considéré comme une ressource qui peut potentiellement générer de l'audience et par extension des revenus publicitaires ou des transactions commerciales (Ghose, 2007). Ce trait de la participation sur l'internet peut ainsi être examiné comme une forme d'exploitation d'un travail fourni gratuitement par les internautes (Petersen, 2008).

Un examen des modalités de gestion de commentaires de la part des sites d'information français montre bien que les approches à ce sujet diffèrent sensiblement. Ainsi, dans le cas des sites de presse comme ceux du *Monde* et de *Libération*, la modération des commentaires est sous-traitée auprès des sociétés spécialisées dont la tâche se limite à éliminer les messages injurieux, diffamatoires et racistes qui pourraient provoquer des procès en justice. Les journalistes auteurs des articles ne répondent quasiment jamais aux commentateurs laissés par les lecteurs évitant ainsi de s'engager dans un échange direct avec eux. Finalement, la fonction des commentaires sur ces sites se limite à constituer du contenu complémentaire et peu coûteux et à fidéliser les lecteurs.

À l'inverse, les journalistes des *pure-players* de l'information en ligne comme *Rue89* ou *Bakchich.info* se chargent eux-mêmes de la modération des commentaires et n'hésitent pas à y répondre. S'engage ainsi un processus d'interaction qui peut aboutir à ce que le journaliste modifie ou complète son article sur la base des suggestions et des remarques des lecteurs. Dans d'autres cas, les informations données par les lecteurs peuvent constituer le point de départ d'un reportage ou d'une enquête. Sans occulter leur intérêt économique, les gestionnaires de ces sites s'efforcent d'intégrer les commentaires de lecteurs dans le processus éditorial de production de l'information.

Dans le cadre du mouvement des universitaires et des chercheurs, les commentaires publiés par les sites d'information ont été particulièrement nombreux. Une grande partie d'entre eux a été le fait des lecteurs qui se présentaient comme étant eux-mêmes des universitaires ou des chercheurs. Cette catégorie de lecteurs exprimait le plus souvent sur les sites d'information sa désapprobation de la réforme et s'efforçait de justifier cette position par une explication

argumentée du travail quotidien à l'université et dans les organismes de recherche. Souvent, ces personnes n'ont pas hésité à faire référence à leurs parcours professionnels, leurs salaires et leurs charges de travail pour contrer les idées reçues concernant leur métier.

Le cas du *Figaro* est à ce titre doublement intéressant. D'une part, en raison du positionnement politique du média plutôt favorable au projet du gouvernement, nombre de ses articles sont critiques face aux revendications des enseignants-chercheurs. D'autre part, la possibilité de commenter les articles sur le site *lefigaro.fr* ne nécessite pas une inscription ou un abonnement, contrairement au cas du *Monde* et de *Rue89*, ce qui permet à un lecteur passager de le faire facilement. Sur la période entre le 2 et le 15 février 2009, *Le Figaro* a publié sur son site 13 articles dont le sujet principal a été le mouvement de grève dans les universités, chiffre comparable aux 14 articles publiés dans la même période concernant le mouvement de grève en Guadeloupe. En revanche, le nombre moyen de commentaires par article est beaucoup plus élevé pour le premier sujet, 124, que pour le second, 79. La différence dans la taille de ces commentaires est aussi remarquable.

Nous avons sélectionné un échantillon de huit articles, les quatre plus commentés pour chaque sujet, qui ont été publiés pendant la période en question. Par la suite nous avons calculé le nombre de mots moyen par commentaire dans les deux cas. Le rapport entre les deux chiffres est du simple au double[6]. Alors que les commentaires des articles sur la grève en Guadeloupe comportent en moyenne 81 mots, ceux des articles sur la grève de l'université comportent en moyenne 163 mots. Nous pouvons conclure que ces derniers ont déclenché des échanges avec des textes plus longs et davantage argumentés, ce qui se confirme également à la lecture des messages. En effet, les commentaires des enseignants-chercheurs sont globalement plus longs et davantage construits sur un mode argumentatif que les autres, dont un grand nombre se limite à des jugements hâtifs et à des raisonnements sommaires, ce qui est habituel dans ce type de dispositif.

La tendance est également confirmée par une observation similaire faite sur le blog spécialisé *Sciences* du journaliste Sylvestre Huet où les enseignants-chercheurs constituent une grande partie des lecteurs qui publient des commentaires[7]. Sur un échantillon des quatre articles les

---

[6]Articles consultés le 18 février 2009 : « Université : mobilisation réussie pour les chercheurs », 05/02/09, 204 commentaires, « Universités : Pécresse entend mener à bien sa réforme », 03/02/09, 255 commentaires, «Un quart des enseignants-chercheurs ne publient pas », 12/02/09, 580 commentaires, « Les enseignants-chercheurs mobilisés contre Pécresse », 10/02/09, 146 commentaires, « Réunion interministérielle sur la Guadeloupe », 10/02/09, 207 commentaires, « Guadeloupe: des élus de gauche pour un assouplissement», 15/02/09, 108 commentaires, « La grève en Guadeloupe fait tache d'huile », 13/02/09, 97 commentaires, « Guadeloupe : Jégo est revenu, les négociations reprennent, 11/02/09, 97 commentaires.

[7] Il s'agit d'un blog professionnel dans le sens où il est entretenu par un journaliste professionnel et il fait partie du périmètre du site de *Libération* qui reprend ses contenus : < http://sciences.blogs.liberation.fr>.

plus commentés publiés sur ce site entre le 2 et le 15 février (sur un total de quarante), la moyenne de mots par commentaire est de 183, avec un pic de 241 mots pour l'article le plus commenté dans cette période (98 commentaires) intitulé « Valérie Pécresse choisit le bras de fer avec les universitaires en grève »[8].

Un autre trait intéressant est la rapidité des réactions déclenchées par des articles polémiques ou d'actualité chaude sur le sujet. Ainsi, deux articles du *Monde* du 12 et du 13 février ont chacun suscité plus d'une trentaine de commentaires en vingt-quatre heures, chiffre relativement élevé étant donné le fait que le droit de commenter est réservé uniquement aux abonnés du site[9]. Un article de *Libération* intitulé « Enseignants-chercheurs: Sarkozy veut de nouvelles pistes» a reçu plus de 120 commentaires en l'espace d'une journée. Un autre article du site *Rue89* sur le recrutement douteux à la Sorbonne de la fille d'Alain Marleix, Secrétaire d'Etat à l'Intérieur et aux Collectivités territoriales, publié le 10 février, a été quant à lui commenté plus de 200 fois en vingt-quatre heures. Mieux, un article particulièrement virulent du *lefigaro.fr* intitulé « Un quart des enseignants-chercheurs ne publient pas », mis en ligne le 12 février, a généré plus de 500 commentaires en vingt-quatre heures, ce qui est exceptionnel pour ce site.

Nombre de ces messages sont des interpellations directes de la journaliste à l'origine de l'article, à qui les lecteurs reprochent un manque d'objectivité et de déontologie flagrant. La politique du *Figaro*, qui consiste à ce que les journalistes ne répondent jamais aux commentaires, aboutit à ce que ces interpellations restent sans réponse. L'interaction proposée par le site demeure ainsi en quelque sorte « factice » puisqu'elle ne concerne que l'une des deux parties, celle des lecteurs. À l'inverse, sur le site *Rue89*, quand un internaute chargé de cours à l'université fait remarquer son scepticisme par rapport au mouvement dans un commentaire, la rédaction l'invite aussitôt à rédiger un article pour appuyer son point de vue[10]. De ce fait, la prise en compte des informations en provenance des lecteurs sert à équilibrer le traitement de la question, en l'occurrence globalement assez favorable aux enseignants-chercheurs. Enfin, le même site effectue régulièrement des résumés de commentaires sous forme d'articles qui donnent la parole aux lecteurs sur leur propre

---

[8] Publié le 03/02/09. Les autres articles, consultés le 18 février 2009, sont : « Axel Kahn, le Président de Paris-5, lache Sarkozy et Pécresse », 07/02/09, 68 commentaires, « Dure pré-Saint Valentin pour Valérie Pécresse », 13/02/09, 53 commentaires, « Combien d'heures travaille vraiment un Universitaire ? Réponse à Valérie Pécresse », 06/02/09, 43 commentaires.

[9] Les articles s'intitulent respectivement « La réforme de l'éducation face à la loi du "buzz" » et « Axel Kahn se défend de soutenir le décret sur les enseignants-chercheurs ».

[10] « Maîtres de conf' dans la rue... et les chargés de cours ? », 07/02/09.

expérience[11].

**L'utilisation des blogs par le mouvement**

Un autre phénomène intéressant du mouvement des universitaires et des chercheurs a été l'utilisation intensive des blogs à des fins d'information et de coordination de la mobilisation. Ainsi, à partir du 2 février 2009 plusieurs dizaines de blogs ont été créés au niveau local et national par des collectifs d'enseignants-chercheurs en lutte. Cette émergence d'une blogosphère du mouvement ne s'est pas faite *ex-nihilo*. Elle s'est construite sur un ensemble de sites militants préexistants qui avaient déjà et depuis longtemps tissé un réseau assez vaste. Parmi eux, les sites des associations *Sauvons la recherche* et *Sauvons l'université*[12] ont joué un rôle pivot. Disposant d'une audience importante, d'une expérience des mobilisations précédentes, ainsi que des moyens dédiés, quoique limités, ces structures ont centralisé depuis le début de la mobilisation une multitude d'informations concernant la réforme (textes, articles de presse, déclarations) et le mouvement (motions, initiatives, actions). À ces sites s'ajoute une galaxie de collectifs divers disposant eux aussi d'une présence sur l'internet et dont la création a précédé le mouvement des enseignants-chercheurs[13]. Si la coordination entre les mouvements de l'université et de l'école n'a pas été toujours efficace, y compris sur l'internet, des liens se sont tissés entre les sites concernés notamment sur la question de la « mastérisation » des concours de recrutement.

Une autre composante du mouvement a été celle des enseignants-chercheurs qui disposent eux-mêmes de leur propre blog. En effet, nombreux sont les blogs tenus par des personnels de l'université et de la recherche mais rares sont ceux qui disposent d'une notoriété et d'une visibilité élevées. Pour les repérer, nous avons croisé les données en provenance de plusieurs services de classement spécialisés[14]. Ces classements se fondent essentiellement sur une donnée principale, le nombre de liens entrants vers un site internet, qui est traitée avec des algorithmes sophistiqués pour établir une hiérarchie. Cette méthode, similaire à celle que Google utilise pour hiérarchiser les résultats de son moteur, ne s'identifie pas à la mesure de fréquentation d'un site. Il s'agit d'évaluer le degré de son intégration à des réseaux de liens croisés plutôt que de mesurer son trafic. Cependant, les blogs qui reçoivent un très grand

[11] « Grève à l'université : les riverains conseillent et comparent », 09/02/09.

[12] <http://www.sauvonslarecherche.fr/> et <http://www.sauvonsluniversite.com/>.

[13] Il en va ainsi du collectif Papera contre la précarité dans l'enseignement supérieur et la recherche <http://www.collectif-papera.org/>, du collectif POOLP de Toulouse créé en 2007 contre la loi LRU <http://www.auboutduweb.com/poolp/index.php?>, de la coordination nationale des personnels des IUT <http://sauvonslesiutetaudela.wordpress.com> et des collectifs créés par des enseignants du secondaire, <http://retrait.mesures.darcos.over-blog.com/>.

[14] Les classements pris en compte sont ceux de Wikio, de Technorati et de Topoftheblogs.

nombre de liens entrants sont ceux qui bénéficient d'un meilleur référencement et, par conséquent, d'une plus grande visibilité.

En croisant plusieurs sources qui recensent les blogs d'enseignants-chercheurs français, complétées par notre propre recherche, nous avons obtenu un échantillon de 65 blogs appartenant à des universitaires et chercheurs tous statuts confondus[15]. À l'examen de ces données, il apparaît clairement que les blogs des universitaires et des chercheurs restent confidentiels à quelques exceptions près. Mieux, les trois blogs qui se détachent clairement dans ces classements, et dont on peut supposer qu'ils attirent un grand nombre de lecteurs, sont ceux d'enseignants-chercheurs qui ont une connaissance particulière du domaine élargi de l'information et de la communication par le biais de leurs objets de recherche et d'enseignement[16].

Les enseignants-chercheurs blogueurs qui ont utilisé leurs sites personnels pour relayer les revendications du mouvement, malgré leur petit nombre, ont constitué des catalyseurs du développement de la mobilisation sur l'internet. Pour certains d'entre eux, ils ont même été à l'initiative de la création et de la gestion des sites militants. Le cas d'Olivier Ertzscheid et d'André Gunthert est, à ce titre, édifiant. Ces deux enseignants-chercheurs et blogueurs aguerris ont été également à l'initiative des deux sites militants parmi les plus visités, celui de la Coordination nationale des universités et celui de l'EHESS[17]. Les mêmes ont également constitué des relais médiatiques pour le mouvement, puisque leur visibilité acquise en tant que blogueurs a conduit plusieurs journalistes à les citer ou à les utiliser en tant que sources d'information dans les articles traitant du sujet[18]. Nous pouvons remarquer ainsi que si la composition sociologique des universitaires facilite l'expression publique ponctuelle sur l'internet, par exemple à travers les commentaires des articles en ligne, en revanche une activité participative plus longue et plus complexe comme le fait d'entretenir un blog, *a*

---

[15] Les sources que nous avons utilisées sont la liste de blogs en français compilée par *The Academic Blog Portal* <http://wiki.henryfarrell.net/wiki/index.php/Academic_blogs_in_French> et le classement de blogs dans la catégorie Sciences de Wikio <http://www.wikio.fr/blogs/top/science>. Après avoir vérifié que ces blogs existent toujours, nous avons complété la liste avec nos propres recherches, notamment en suivant les listes de liens (Blogroll) disponibles sur la majorité des blogs scientifiques. Nous avons vérifié systématiquement que les propriétaires des blogs en question sont des universitaires ou des chercheurs (professeurs, maîtres de conférences, ATER, docteurs, post-doc, doctorants, chargés de recherche, directeurs de recherche etc.). Parmi les 65 blogs examinés seulement 24 avaient posté des informations qui se referaient explicitement à la réforme de l'université entre le 2 et le 15 février 2009.

[16] Il s'agit d'Olivier Ertzscheid < http://affordance.typepad.com/>, d'André Gunthert, < http://www.arhv.lhivic.org/> et de Jean Véronis < http://aixtal.blogspot.com/>, respectivement maîtres de conférences et professeur des universités.

[17] Respectivement <http://universitesenlutte.wordpress.com/> et <http://www.slru.ehess.org>.

[18] Voir par exemple : « Face à Valérie Pécresse, les universitaires-blogueurs fourbissent leurs arguments », lemonde.fr, 02/02/09, « Les enseignants-chercheurs se mobilisent sur le Net », lexpress.fr, 04/02/09, « Universités: les chiffres bidons du Président », marianne2.fr, 27/01/09.

*fortiori* très consulté, reste marginale. Il apparaît alors que, loin de constituer une « éclosion naturelle », la présence du mouvement des universitaires et des chercheurs sur l'internet participatif s'est bâtie progressivement en s'appuyant sur des personnes et des réseaux qui disposaient déjà d'une expérience solide dans le domaine.

Ceci dit, à côté de ces sources reconnues, s'est développée une multitude de sites *ad hoc*, c'est-à-dire crées expressément à l'occasion du mouvement, essentiellement au niveau local[19]. Ces blogs, qui en février 2009 se comptaient par dizaines, ont été plus ou moins organisés et fournis en contenu. Leur durée de vie et la taille de leur lectorat ont été aussi très variables. Leur objectif principal a été de coordonner les actions entreprises au niveau local et de relayer les informations du niveau national. Un ensemble de liens croisés qui se sont mis en place au gré des contacts et des échanges, mais aussi par le biais d'outils de syndication comme les fils RSS, leur a permis de couvrir la quasi-totalité de l'actualité de la mobilisation. On retrouve ici une caractéristique de l'auto-publication repérée depuis longtemps : « favoriser une circulation intuitive et aléatoire de l'information en fonction du principe de sérendipité constitue un trait remarquable des [blogs] qui les démarque des entreprises de presse, même en ligne » (Jeanne-Perrier et *al*., 2005, 199).

Cependant, contrairement aux *forums*, ces sites n'ont pas vocation à devenir des lieux de débat ou d'échange puisque les commentaires, composante essentielle des blogs, y sont rares voire inexistants. Ce qui les rapproche des blogs est l'utilisation des plateformes et des logiciels de publication spécifiques (Wordpress, Blogspot) et leur architecture (publication chronologique, menus verticaux, listes de liens etc.). En revanche, les sites en question semblent assez éloignés de cette structuration sociotechnique constituée d'un vaste enchevêtrement de liens et de dispositifs de hiérarchisation qu'est la blogospère francophone. La plupart des sites locaux de la mobilisation sont ainsi absents des services spécialisés comme Wikio, Technorati ou Paperblog.

**L'utilisation des plateformes de diffusion vidéo**

La distribution de contenus audiovisuels sur l'internet a longtemps pâti d'une caractéristique qui lui est intrinsèque : la taille des fichiers vidéo est beaucoup plus importante que celle des pages web qui comportent uniquement des textes et des images. De ce fait, les coûts en termes de bande passante et de stockage générés par leur diffusion sont proportionnels au nombre de visionnages. L'avènement de plateformes comme *Dailymotion* et *YouTube* et leur

[19] Quelques exemples parmi d'autres : <http://agsitetoulousain.blogspot.com>, <http://www.orsayenlutte.info>, <http://universitedemocratique.blogspot.com/>, <http://jourdanenlutte.blogspot.com/>.

appropriation rapide par les internautes a quelque peu changé la donne. En effet, l'utilisation du format *flash* pour créer des lecteurs multimédias exportables et le développement d'une multitude d'hébergeurs de contenu a dissocié totalement les phases de production, de stockage et de distribution de contenus audiovisuels, créant ainsi les conditions de leur dissémination ubiquitaire sur l'internet.

Les universitaires et chercheurs en grève ont rapidement investi ces plateformes en proposant et en consultant des vidéos liées à leur mouvement. L'essentiel de ces contenus n'était pas constitué de productions originales mais de montages à partir des vidéos préexistantes. Dans bien de cas, il s'agissait d'images qui n'avaient pas été diffusées par les chaînes hertziennes, ou alors très peu. L'exemple le plus emblématique de cette tendance a été la vidéo appelé « Sarkozy et la recherche », mise en ligne par un groupe de chercheurs marseillais le 4 février 2009 de manière anonyme[20]. Cette courte vidéo reprend des extraits du discours que Nicolas Sarkozy a prononcé le 22 janvier 2009 au sujet de la politique de recherche et d'enseignement supérieur où sont insérés des commentaires humoristiques et des éléments chiffrés qui contredisent les affirmations du Président de la République.

Pourtant, les journaux télévisés du 22 janvier n'avaient pas diffusé ce discours[21]. L'unique source était le site de la Présidence de la République qui a mis en ligne l'intégralité du discours filmé[22]. C'est à partir de là que les images ont été récupérées, montées et rediffusées sur *YouTube*. En effet, une fois mise en ligne, et malgré les dispositifs de protection, une vidéo peut être récupérée, modifiée et rediffusée à une large échelle. Celle intitulée « Sarkozy et la recherche » a eu un succès fulgurant, puisqu'en l'espace de trois jours, entre le 4 et le 7 février, elle a été vue plus de 140 000 fois. Le 20 février la vidéo en question avait même dépassé les 300 000 visionnages. Le même discours a été l'objet d'autres vidéos similaires, comme celle faite par une militante de *Sauvons la recherche* et diffusée via la plateforme *Dailymotion*[23]. Le succès de ces vidéos est le résultat d'une part de leur signalement par les listes de diffusion et par les sites militants du mouvement, mais également celui de la structuration des plateformes d'hébergement elles-mêmes. Celles-ci fondent leur modèle économique sur les recettes publicitaires et mettent en place des moyens afin de maximiser leur audience.

Un nombre important des vidéos originales ont été produites de manière amateur et diffusées

---

[20] <http://www.youtube.com/watch?v=iyBXfmrVhrk>.

[21] C'est ce qu'affirme la journaliste Justine Brabant du site Arretsurimages.net qui a procédé à une vérification, <http://www.arretsurimages.net/contenu.php?id=1651>.

[22] < http://www.elysee.fr/documents/index.php?mode=cview&press_id=2259&cat_id=7>.

[23] <http://www.dailymotion.com/video/x895nf_discours-de-sarkozy-sur-la-recherch>.

sur les plateformes en question relatant les différentes actions entreprises dans le cadre du mouvement (assemblées générales, manifestations, cours dans des lieux publics etc.). Quelque unes avaient pour objectif d'expliquer la réforme et les motivations de la mobilisation dans un style mi-humoristique, mi-pédagogique, comme ce petit film d'animation réalisé par des étudiants en 2008[24]. D'autres étaient purement parodiques, comme le film intitulé « La soutenance de thèse de Valérie Pécresse », tourné à l'initiative des étudiants et personnels de l'université de Grenoble[25].

D'autres vidéos étaient constituées d'extraits d'émissions de télévision relatives au mouvement et à la réforme mis en ligne par des simples internautes, qui ont servi notamment à dénoncer la position de certains journalistes face aux enseignants[26]. Enfin, *Dailymotion* a été également alimenté avec des vidéos relatives au mouvement des enseignants-chercheurs par des acteurs médiatiques pour qui l'activité audiovisuelle n'est pas centrale. Par exemple, le journal *Les Dernières nouvelles d'Alsace* a mis en ligne une vidéo qui montre des enseignants-chercheurs empêchant Valérie Pécresse de prononcer son discours à l'Université de Strasbourg le 5 février[27]. Ces images ont été tournées avec une petite caméra par un journaliste de la rédaction web. Un autre exemple est celui des pure-players comme *Bakchich.info* et *Rue89* qui ont diffusé sur *Dailymotion* des reportages sur les manifestations du 5 et du 10 février, accompagnés d'interviews d'opposants à la réforme[28]. *Médiapart* quant à lui a publié sur son site une intervention du journaliste Christophe Barbier sur la chaîne LCI qui a soulevé l'ire des enseignants-chercheurs[29].

La plupart de ces vidéos proposent la possibilité d'exportation par le biais d'une ligne de code HTML. Malgré un succès inégal en termes de visionnage, les facilités de republication que proposent les plateformes de diffusion ont permis la reprise de ces vidéos par nombre de sites militants ou non et ont augmenté ainsi leur visibilité.

Ces vidéos ont été également commentées, évaluées, partagées, certes de manière inégale, sur les plateformes en question qui, comme l'a montré Patricia Lange, fonctionnent aussi comme des vastes réseaux sociaux (Lange, 2007). Nous pouvons en conclure que les pratiques participatives sur l'internet, qu'elles aient lieu dans un cadre militant ou pas, ne peuvent plus

---

[24] < http://www.dailymotion.com/video/x44007_super-pecresse_politics>.
[25] <http://www.youtube.com/watch?v=icnV6T9z3cI>.
[26] Par exemple les excuses d'Eric Zemmour sur iTélé < http://www.dailymotion.com/video/x8ao4m_zemmour-fait-le-obama-jai-foire_news> et l'interruption de deux étudiantes lors de l'interview de Valérie Pécresse sur Canal+ < http://www.dailymotion.com/video/x89t5f_valerie-pecresse-interpellee-sur-ca_news>.
[27] < http://www.dailymotion.com/video/x89t8l_valerie-pecresse-chahutee-a-strasbo_news>.
[28] < http://www.dailymotion.com/video/x8c2c9_chercheurs-quand-on-les-cherche-on_news> et <http://www.dailymotion.com/video/x8fg66_une-manify-a-livre-ouvert_news>.
[29] <http://www.dailymotion.com/video/x89nlw_christophe-barbier-un-intellectuel_news>.

être considérées séparément de l'activité des acteurs professionnels du web. Loin d'être étanches, les activités amateur et professionnel s'entremêlent constamment, que ce soit au niveau de la production ou de la diffusion de l'information.

**L'utilisation des réseaux sociaux par les universitaires et les chercheurs**

Les réseaux sociaux font partie des outils participatifs parmi lesquels les évolutions techniques sont les plus rapides. Dès lors il est intéressant de se pencher sur la manière dont les universitaires et les chercheurs se sont saisis ou non de ces outils dans le cadre de leur mouvement. La difficulté de l'exercice réside dans la grande diversité des réseaux sociaux et la variété de leurs caractéristiques techniques. Pour avoir une vision pertinente nous nous sommes intéressés à deux réseaux de nature différente, *Facebook* et *Twitter*. Le premier, avec plus de 150 millions de membres et 220 millions de visiteurs uniques en décembre 2008, est actuellement le réseau social le plus populaire au monde[30]. Il est également celui qui reçoit le plus de visites de la part par des internautes français[31]. *Twitter* est de son côté un réseau social émergent fondé sur le principe de *micro-blogging*, dont le taux de croissance est parmi les plus élevés (Lenhart, Fox, 2009).

En raison de son architecture technique et le nombre très élevé de ses membres, il est impossible de connaître avec exactitude les usages qui se développent sur *Facebook* autour d'une question donnée. Afin de pouvoir appréhender son utilisation dans le cadre du mouvement des universitaires et des chercheurs, nous nous sommes intéressés aux groupes constitués autour de cette thématique, plus facilement repérables[32].

Notre recherche initiale, effectuée le 17 février 2009, a repéré 83 groupes s'inscrivant dans la contestation des réformes de l'enseignement supérieur en France. Parmi eux, nous avons éliminé ceux qui faisaient partie de la mobilisation des IUT en novembre et décembre 2008, soit 57 groupes, ainsi que trois autres qui se revendiquent expressément comme des groupes d'étudiants. Parmi les 23 groupes restants, nous avons retenu uniquement ceux qui étaient actifs entre le 2 et le 15 février 2009, c'est-à-dire ceux qui ont reçu au moins un message de la part des membres pendant cette période. Le nombre des groupes examinés a été ainsi réduit à huit. L'examen des profils des membres montre clairement que ces derniers sont dans leur écrasante majorité des étudiants, à l'exception d'un seul groupe. Celui-ci, créé fin 2007 à

---

[30] Maggie Shiels, « Facebook clocks fifth birthday », BBC.com, 04/02/09, <http://news.bbc.co.uk/2/hi/technology/7868403.stm>

[31] Source : Communiqué de presse de ComScore, 17/02/09 < http://www.comscore.com/press/release.asp?press=2723>.

[32] Les groupes de Facebook sont des espaces thématiques auxquels adhèrent les utilisateurs et où ils peuvent s'échanger des messages et des informations.

l'occasion du vote de la loi LRU, a été « réanimé » début 2009. Intitulé « Les universitaires contre la loi Pécresse (LRU) », il n'avait au moment de l'observation que 105 membres, dont nombre d'étudiants, et n'avait reçu que trois messages entre le 2 et le 15 février. À titre de comparaison, un groupe d'étudiants ouvert à la même époque et appelé « Les étudiants contre la loi Pécresse (LRU) » avait au moment de l'observation 2 788 membres. Entre le 2 et le 15 février, il avait reçu 51 messages et ses membres avaient ouvert deux nouveaux sujets de discussion sur le forum.

Ce constat vaut également pour *Twitter*. Celui-ci constitue une combinaison de dispositifs plus anciens comme le blog, le *tchat* et le réseau social. Au moment de sa création en 2006, son utilisation se limitait essentiellement à des fins de sociabilité[33]. Progressivement, *Twitter* s'est avéré être aussi un outil efficace de couverture d'un événement d'actualité quasiment en direct. C'est ce qui s'est passé notamment lors des attaques terroristes à Bombay en novembre 2008 et pendant les émeutes en Grèce en décembre de la même année[34]. Par le biais d'un *hashtag*, c'est-à-dire d'un mot clé créé à l'occasion, les centaines de petits messages ou *updates* envoyés par les utilisateurs sur le même sujet s'agrégent dans un flot unique[35]. Ces messages de 140 caractères peuvent être des commentaires, des signalements, des informations, y compris depuis le lieu de l'événement puisque *Twitter* offre la possibilité de connexion depuis un téléphone portable. A priori ce réseau social est particulièrement adapté à la couverture d'un mouvement social comme celui des universitaires et des chercheurs. Cependant, notre observation a montré que l'utilisation de *Twitter* dans ce cadre a été faible. Certes des initiatives dans ce sens ont existé, mais leur portée semble avoir été très limitée.

Les deux initiatives qui ont contribué à mettre *Twitter* au service des opposants à la réforme de l'université et de la recherche ont été la création d'un *hashtag*, #fac09, ainsi que celle d'un compte d'utilisateur spécifique appelé @lru_matuer[36]. Le premier a permis à tous les membres de *Twitter* qui souhaitaient partager une information au sujet de la mobilisation d'intégrer le flot d'*updates* relatif. Le second a agrégé ces *updates*, ainsi que d'autres sources comme les fils RSS des sites de la mobilisation. Le résultat a été assez probant puisque, entre

---

[33] Le slogan du service est toujours la phrase « *What are you doing ?* ».

[34] Voir « Les attaques de Bombay en direct sur Twitter », lefigaro.fr, 27/11/08, <http://www.lefigaro.fr/medias/2008/11/27/04002-20081127ARTFIG00634-les-attaques-de-bombay-en-direct-sur-twitter-.php> et « Grèce : Les émeutes d'Athènes sur les blogs grecs », Global Voices, 11/12/08, <http://fr.globalvoicesonline.org/2008/12/11/1229/>

[35] Les *hashtags* se présentent sous la forme #*hashtag* et s'ajoutent au message que les utilisateurs envoient au réseau. Celui utilisé pour couvrir les attentats en Inde était le #mumbai et celui concernant la révolte en Grèce le #griots. Les *hashtags* émergent de manière spontanée, sur proposition d'un membre du réseau, et peuvent concerner une simple conversation entre quelques uns comme un flot de messages en provenance de plusieurs centaines voir de milliers d'utilisateurs, comme dans les deux cas précédemment mentionnés.

[36] <http://twitter.com/lru_matuer>

le 2 et le 15 février, @lru_matuer a diffusé près de 1 300 *updates*. Ce compte *Twitter* a ainsi constitué une source d'information, certes sommaire, mais particulièrement réactive et relativement complète. Outre des informations sur les actions entreprises ainsi que le signalement des contenus journalistiques sur le sujet, dans certains cas il y a eu sur *Twitter* des « correspondances » en direct depuis des événements comme des manifestations ou des assemblées générales via des téléphones portables.

Cependant, l'utilisation de *Twitter* par des enseignants-chercheurs dans la période étudiée est restée confidentielle. Le nombre d'abonnés au fil de @lru_matuer, le 18 février 2009, était de 56, dont une partie importante de novices et de comptes inactifs. À titre de comparaison, un blogueur français d'une certaine notoriété comme Narvic est suivi sur *Twitter* par 346 personnes et l'inventeur du terme web 2.0 Tom O'Reilly quant lui l'est par 31 780 *followers*[37]. Mieux, les profils des personnes ayant été à la pointe de l'utilisation de *Twitter* correspondent à ceux des enseignants-chercheurs blogueurs que nous avons mentionnés précédemment. En effet, Olivier Blondeau et Laurence Allard qui ont proposé le *hashtag* #fac09, qui ont mis en place le dispositif du compte @lru_matuer, et qui ont incité d'autres personnes, notamment des étudiants, à l'utiliser sont tous les deux enseignants-chercheurs dans le domaine de l'information et de la communication. Ils disposent également des sites personnels où ils diffusent leurs travaux et ont une bonne expérience de l'internet participatif[38].

Même si notre observation ne constitue qu'un instantané partiel d'objets mouvants comme *Facebook* et *Twitter*, il n'en demeure pas moins que la faiblesse de l'utilisation de ces réseaux sociaux par les enseignants-chercheurs semble évidente. Ceci peut s'expliquer essentiellement par la variable de l'age, un facteur particulièrement discriminant en ce qui concerne l'utilisation des réseaux sociaux. En effet, comme le montrent les études à ce sujet, le taux d'utilisation de *Facebook* et de *Twitter* par les internautes adultes est inversement proportionnel à leur âge (Lenhart, Fox, op.cit., Lenhart, 2009 et Barbe, Delcroix 2008). Ce qui signifie que les universitaires et les chercheurs sont peu représentés parmi leurs membres. Si on prend en compte également la relative complexité technique de ces dispositifs, on comprend pourquoi le mouvement des enseignants-chercheurs semble ne pas avoir disposé des relais et de la masse d'utilisateurs nécessaires à l'intégration de ces outils dans la

---

[37] Respectivement <http://twitter.com/narvic> et <http://twitter.com/timoreilly>.

[38] Olivier Blondeau et Laurence Allard sont co-auteurs d'un livre sur les usages militants et politiques de l'internet : BLONDEAU (O.) (avec la collaboration de Laurence Allard), 2007, *Devenir Média. L'activisme sur Internet, entre défection et expérimentation*, Paris, Editions Amsterdam. Les adresses de leurs sites personnels sont <http://oliwiki.politechnicart.net/doku.php> et <http://www.culturesexpressives.fr/doku.php>.

mobilisation.

Le mouvement social des universitaires et des chercheurs a profité d'une visibilité assez importante dans les médias français, y compris sur l'internet, pendant le mois de février 2009. Les caractéristiques propres à ce groupe social et sa capacité à tenir un discours public a été à l'origine de cette visibilité. Il s'agit d'un phénomène lié également au « capital médiatique » élevé des enseignants-chercheurs, comme l'a montré Patrick Champagne pour le cas des étudiants (Champagne, 1990 p. 237-251). Cependant, les outils participatifs de l'internet ont été mis à contribution de manière inégale pendant la mobilisation.

Si les commentaires des articles de presse, les plateformes d'hébergement vidéo et, dans une moindre mesure, les blogs ont connu un certain succès, en revanche, les réseaux sociaux n'ont été que faiblement mobilisés. Ce déséquilibre semble trouver son origine dans des déterminants comme l'âge, mais aussi dans le manque d'acculturation technique avec les outils en question de la part des enseignants-chercheurs. Surtout, l'ancrage du mouvement des universitaires et des chercheurs à l'internet participatif s'est fait en corrélation avec l'utilisation de moyens de communication interpersonnelle beaucoup plus classiques, comme le courrier électronique, qui bénéficient d'un usage consolidé depuis longtemps.

Loin de constituer une sphère autonome, les pratiques participatives de la mobilisation se sont également nouées autour de l'offre de contenu d'information de la part des acteurs professionnels des médias. Enfin, chez les instigateurs principaux de l'introduction d'outils participatifs dans la mobilisation, on retrouve une certaine homogénéité liée à leur activité professionnelle et leur connaissance antérieure de ces dispositifs. Nous pouvons conclure ainsi que si l'internet participatif constitue une configuration sociotechnique à première vue particulièrement adaptée aux mobilisations sociales, il s'agit en réalité d'un ensemble hétérogène dont l'appropriation et la mise à contribution par les acteurs des mouvements sociaux demeurent avant tout socialement déterminées.

**Références bibliographiques**

BARBE (L.), 2006, « Wikipedia et Agoravox : des nouveaux modèles éditoriaux ? », *in* CHARTRON (G.), BROUDOUX (E.), dirs, *Document numérique et société*, Paris, ADBS Editions,185-198.

BARBE (L.), DELCROIX (E.), 2008, « Emergence et appropriation des dispositifs sociotechniques : le cas de Facebook », *Sciences de la Société*, no 75, octobre,115-125.

BOURE (R.), SMYRNAIOS (N)., 2006, « L'infomédiation de l'information en ligne. Les cas des filiales françaises de Google et de Yahoo », *in* CHARTRON (G.), BROUDOUX (E.), dirs, *Document numérique et société*, Paris, ADBS Éditions, 43-55.

CARDON (D.), GRANJON (F.), 2007, « Le renouveau des pratiques médiatiques alternatives », *Contretemps*, 18, février, 89-98.
CHAMPAGNE (P.), 1990, *Faire l'opinion, le nouveau jeu politique*, Paris, Les Editions de minuit, Paris.
FLICHY (P.), 2008, « Internet et le débat démocratique », *Réseaux* No 150, 159-185.
GENSOLLEN (M.), 2004, « Economie non rivale et communautés d'information », *Réseaux,* No 124,110-204.
GEORGE (E.), 2000, « De l'utilisation de l'Internet comme outil de mobilisation : les cas d'ATTAC et de SalAMI », *Sociologie et sociétés*, vol. 32, no 2, automne, 172-188, <http://www.erudit.org/revue/socsoc/2000/v32/n2/001293ar.pdf>
GHITALLA (F.), FOUETILLOU (G.), « Le web et le débat sur la constitution européenne en France », *UTC*, www.utc.fr, 2005.
GHOSE (A.), 2007, « The Economic Impact of User-Generated and Firm-Published Online Content: Directions for Advancing the Frontiers in Electronic Commerce Research », *CeDER Published Papers*, < http://archive.nyu.edu/bitstream/2451/27749/2/CPP-04-07.pdf>.
GRANJON (F.), 2001, *L'Internet militant, mouvement social et usage des réseaux télématiques*, Rennes, Editions Apogée.
JEANNE-PERRIER (V.), LE CAM (F.), PELISSIER (N.), 2005, « Les sites web d'auto-publication : observatoires privilégiés des effervescences et des débordements journalistiques en tous genres », *in* RINGOOT (R.), UTARD (J.M.), dirs, *Le journalisme en invention, nouvelles pratiques, nouveaux acteurs*, Rennes, PUR,161-202.
KIM (E.G.), HAMILTON (J.W.), 2006, « Capitulation to capital? OhmyNews as alternative media », *Media, Culture & Society*, Vol. 28, No. 4, 541-560.
KITTUR (A.), CHI (E.), PENDLETON (B.), SUH (B.), MYTKOWICZ (T.), 2007, « Power of the few vs. wisdom of the crowd: Wikipedia and the rise of the bourgeoisie », *25th Annual ACM Conference on Human Factors in Computing Systems*, San Jose, CA, <http://www.parc.com/research/publications/files/5904.pdf>.
LANGE (P.G.), 2007, « Publicly Private and Privately Public: Social Networking on YouTube », *Journal of Computer-Mediated Communication*, Volume 13 Issue 1, 361-380, <http://jcmc.indiana.edu/vol13/issue1/lange.html>.
LENHART (A.), 2009, *Adults and Social Network Websites*, Pew Internet, January, < http://www.pewinternet.org/pdfs/PIP_Adult_social_networking_data_memo_FINAL.pdf>.
LENHART (A.), FOX (S.), 2009, *Twitter and status updating*, Pew Internet, February, <http://www.pewinternet.org/pdfs/PIP%20Twitter%20Memo%20FINAL.pdf>.
MIEGE (B.), 2007, *La société conquise par la communication : Tome 3, Les Tic entre innovation technique et ancrage social*, Grenoble, PUG.
MILLERAND (F.), 2007, « Pratiques professionnelles de communication. Le cas des usages du courrier électronique chez les chercheurs » *in* BONNEVILLE (L.), GROSJEAN (S.), dirs, *Repenser la communication dans les organisations*, Paris, L'Harmattan, 205-237.
PETERSEN (S.M.), 2008, « Loser Generated Content: From Participation to Exploitation », *First Monday*, Volume 13, Number 3, <http://www.uic.edu/htbin/cgiwrap/bin/ojs/index.php/fm/article/viewArticle/2141/1948>
PIGNARD (N.), 2003, « La publication scientifique sur Internet », *in* LE BOEUF (C.) et PELISSIER (N.), dirs, *Communiquer l'information scientifique : éthique du journalisme et stratégies des organisations*, Paris, L'Harmattan, 367-387.
PLATON (S.), DEUZE (M.), 2003, « Indymedia journalism : A Radical Way of Making, Selecting and Sharing News ? », *Journalism* 4, 336-355.
REBILLARD (F.), 2007, *Le web 2.0 en perspective : une analyse socio-économique de l'internet*, Paris, Editions L'Harmattan.

SCHOLZ (T.), 2008, « Market Ideology and the Myths of Web 2.0 », *Fist Monday* Volume 13, Number 3, mars, <http://www.uic.edu/htbin/cgiwrap/bin/ojs/index.php/fm/article/view/2138/1945>.
SILVER (D.), 2008, « History, Hype, and Hope: An Afterward », *Fist Monday* Volume 13, Number 3, mars,
< http://www.uic.edu/htbin/cgiwrap/bin/ojs/index.php/fm/article/view/2143/1950>.
SMYRNAIOS (N.), 2006, « L'émergence de la figure de l'internaute idéal : mutations de l'espace public médiatique et usages de l'internet », *Sciences de la Société* no 69, octobre, 183-194.